



Mali, année zéro

Par Dorothee THIÉNOT

Dorothee Thiénot est journaliste indépendante. Elle vit principalement en Afrique à propos de laquelle elle acquiert une expertise reconnue et collabore à différentes publications nationales et internationales : Le Monde, Altermondes, France 24, Jeune Afrique et l'Express. Elle s'intéresse particulièrement aux questions relatives aux droits humains et aux luttes sociales et environnementales. Membre de son comité de rédaction, Dorothee Thiénot collabore régulièrement avec ACP.



Analyse

Novembre 2013

Depuis le coup d'État militaire de mars 2012, le Mali est victime d'une importante insurrection menée par des groupes islamistes radicaux. Pour la Belgique, le Mali est l'un des partenaires privilégiés de la coopération au développement depuis plus de 20 ans. Elle entretient avec le pays et sa population une relation très forte qui se traduit notamment par un soutien financier s'élevant à plusieurs dizaines de millions d'euros. La proximité du Mali avec le Sénégal, autre partenaire historique de la Belgique en Afrique subsaharienne et souvent cité en exemple pour sa stabilité, suscite aussi des inquiétudes au niveau régional. ACP a décidé de revenir ici sur plus d'un an et demi de conflit et des élections présidentielles. Pour faire le point sur la situation. Pour comprendre ce qui se joue au Mali et le rôle que joue et jouera la Belgique pour répondre aux besoins de la population malienne que ce soit sur le plan militaire, humanitaire, migratoire ou du développement notamment.

Au Mali, l'année 2013 démarre sous le feu des bombardements. Début janvier, un agglomérat de groupes armés se réclamant d'Al Qaeda au Maghreb islamique (aqmi) tente une offensive vers Sévaré. La ville-garnison constitue le dernier verrou séparant le Nord du Mali, soumis à la charia, du Sud, où le gouvernement de transition du président Dioncounda Traoré tente de concilier les exigences des putschistes qui l'ont placé à la tête de l'État, à celles d'une communauté internationale engagée dans le pays par la résolution 2100 des Nations-Unies¹. L'offensive n'ira pas plus loin que Konna, à 45 minutes de Sévaré, stoppée par les frappes aériennes françaises.

En quelques mois, le nord du pays est libéré : un grand coup est ainsi porté à l'essai djihadiste. Mais dans cette guerre asymétrique, les armées tchadienne et malienne paient un lourd tribut. En dépit de la présence des forces de maintien de la paix des Nations-Unies, la MINUSMA - qui, en dépit des promesses, n'a pu réunir que la moitié des douze mille militaires attendus -, les attentats suicides, les engins explosifs et quelques groupes épars continuent d'opérer dans cette immense zone désertique, rendant difficile le retour des dizaines de milliers de déplacés et de réfugiés dans les villes du Nord. Fragilisée, humiliée par sa débâcle de 2012 - les groupes rebelles l'avaient fait fuir du nord du pays -, l'armée malienne commet des exactions envers des civils, habitants du Nord. À Sévaré, à Tombouctou... les familles des victimes hésitent à se faire connaître. La confiance peine à se rétablir.

À mesure que le conflit s'apaise, la présence constante des forces Serval² et Minusma est vécue comme un affront par les militaires maliens. Le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA)³, après s'être entouré du Mujao⁴ et d'Ansar Dine⁵ pour mener son offensive en 2012, n'est, fin 2012, plus que l'ombre de lui-même. Après avoir commis de nombreuses exactions, les habitants subissent sa présence.

¹ Adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 25 avril 2013, la Résolution 2100 est le document officiel consacrant la création de la MINUSMA (en remplacement de la MISMA, la Mission internationale de Soutien au Mali). Multidimensionnel et articulé autour de l'idée de stabilisation, le mandat de la MINUSMA comprend de nombreux volets. Parmi eux figurent la stabilisation des principales agglomérations du Mali (surtout dans le Nord) et la contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays (reconstruction du secteur de la sécurité et en particulier de la police et de la gendarmerie, reconstruction du secteur de la justice, lutte anti-mines, exécution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants, démantèlement des milices et des groupes armés...). Le texte complet de la Résolution est disponible en annexe et sur le site web d'ACP www.acp-europa.eu (onglet analyses).

² L'opération Serval désigne les forces françaises engagées dans l'intervention militaire au Mali depuis janvier 2013, aux côtés de l'Union africaine, des forces tchadiennes et de la CEDEAO (Communauté Economique du Développement des États de l'Afrique de l'Ouest).

³ Le MNLA est l'organisation politique et militaire touarègue du Nord du Mali luttant pour l'indépendance du territoire de l'Azawad qui comprend notamment les régions de Kidal, Tombouctou et Gao.

⁴ Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un groupe armé djihadiste salafiste issu d'une scission d'Al-Qaïda au Maghreb islamique.

⁵ Ansar Dine est un groupe islamiste dirigé par Iyad Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion touarègue de 1990-1995. Depuis mars 2012, Ansar Dine est l'un des acteurs de l'insurrection malienne et vise à instaurer la Charia dans l'ensemble du Mali.

C'est donc sans peine que les autres groupes prennent le dessus et chassent le mouvement. Le Mujao a élu la ville de Gao pour capitale. Abou Zeid, Oumar Ould Amaha, Mokhtar Belmokhtar s'y retrouvent, échafaudent leurs plans, tout en s'implantant suffisamment dans la population locale pour, sinon gagner les cœurs, du moins constituer une alternative crédible en cas de gouvernance défailante.

Jusqu'à novembre, le MNLA se trouve retranché dans la seule ville de Ménaka, avant d'en être violemment chassé par le Mujao. L'intervention Serval remet le mouvement indépendantiste en selle. Les membres du MLNA servent de guides à l'armée française dans l'extrême nord du pays. À la vertu des accords de Ouagadougou, signés le 18 juin 2013, le gouvernement malien s'engage, sous la houlette de la communauté internationale, à négocier avec les groupes armés revendiquant l'autonomie de « l'Azawad ». La ville de Kidal devient la capitale autoproclamée du MNLA, et la bête noire des Maliens, qui tiennent le MNLA pour responsable de tous leurs maux. Peu à peu, le statut particulier accordé à Kidal, sous la pression de la France, cristallise les rancœurs : les Maliens ont le sentiment d'avoir perdu la main sur l'avenir de leur pays, aux mains de forces étrangères.

C'est dans ce contexte tendu qu'à Bamako, les candidats entrent en campagne. Le gouvernement de transition doit prendre fin pour laisser place à un gouvernement légitime - permettant ainsi le retour de l'aide internationale, gelée depuis le coup d'État du 22 mars 2012. On dénonce des élections « à marche forcée ». Mais le pays a besoin de symboles, et l'organisation des présidentielles, bien que bringuebalante, se solde par un taux de participation jamais connu depuis l'indépendance du Mali, en 1961.

Au second tour, Soumaïla Cissé (URD)⁶ et Ibrahim Boubacar Keita (RPM)⁷ dit « IBK » se font face. « IBK » sait que sa victoire est acquise. Malgré des années au service des gouvernements successifs, il parvient à incarner le changement auquel les Maliens aspirent. Après des années de crise, les électeurs réclament un retour à l'ordre constitutionnel, un président fort, inflexible, et qui saura mettre de l'ordre dans la zone de non-droit qu'est devenu le nord du pays au fil des ans - et notamment par la « négligence coupable » du gouvernement du Général Amadou Toumani Touré (2002-2012), réfugié à Dakar depuis le coup d'État mené par le capitaine Amidou Haya Sanogo.

Par un habile jeu d'alliances, Ibrahim Boubacar Keita parvient à rassembler autour de lui les musulmans « durs », les putschistes et l'armée, et un agglomérat de petits partis qui le rallient au second tour, convaincus que l'homme saura les écouter et leur donner la place qu'ils attendent. Mais, IBK se plaît à le répéter, « il n'y aura qu'un capitaine sur mon navire ». Et Sanogo, propulsé général quatre étoiles le dernier mois de la transition, est le premier à en faire les frais. S'il espérait une amnistie, il lui faudra moins de deux mois pour comprendre que son heure est passée. La justice le rattrape, d'abord pour les assassinats qui ont suivi la tentative de mutinerie au sein de son propre camp, le 30 septembre 2013, puis pour les

⁶ Union pour la République et la Démocratie (URD)

⁷ Rassemblement pour le Mali (RPM)

meurtres de 21 « bérets rouges » : le 30 avril 2012, ce corps de l'armée réputé, à tort ou à raison, pour sa proximité avec l'ancien président ATT, avait tenté un « contre-coup » sanglant. En novembre, Haya et des dizaines de ses hommes de main sont inculpés par l'intraitable juge Yaya Karembe. Les complicités remontent jusqu'au chef d'État-major des armées.

Plus que jamais, l'armée malienne doit se reconstruire. Une mission de l'Union européenne, l'EUTM⁸, participe à la formation de bataillons. Mais les observateurs savent qu'une armée forte ne pourra se construire que sur le long terme, avec une chaîne de commandement qui tienne compte du mérite et des diplômes davantage que des amitiés et « cousinages ». Ibrahim Boubacar Keita a su mater toute forme d'opposition, en formant un « gouvernement de consensus » tel que ses opposants en deviennent aphones.

La corruption, qui gangrène l'ensemble des administrations, continue de saborder toute tentative de réforme de l'État. Le gouvernement a fait de la lutte contre la corruption et l'impunité son combat, mais les habitudes sont si bien ancrées que les réformes n'en sont que plus difficiles à mettre en œuvre. Le fait que la classe politique soit elle-même responsable de la dégradation des institutions ne pousse pas à l'optimisme : rares sont les élus qui n'ont pas participé aux gouvernements précédents, depuis la chute de Moussa Traoré en 1991. Le président lui-même a participé à tous les gouvernements depuis l'élection d'Alpha Oumar Konaré. Les va-et-vient constants entre partis créent des « mariages de raison » qui, in fine, bloquent tout processus de réforme et de lutte contre l'impunité au plus haut niveau de l'Etat.

Les électeurs en sont bien conscients, et affichent un espoir teinté de méfiance envers leurs dirigeants. Au Nord, la présence du Mujao, alors que la sécurité n'est pas assurée par l'armée, constitue autant une menace qu'une tentation, pour des populations laissées à l'abandon, qui restent soumises aux pressions des groupes armés. À Bamako, les pourparlers en vue d'aboutir à des accords de paix apparaissent de plus en plus éloignés des réalités du nord du pays. Dans les villes et villages soumis aux attaques régulières de bandes armées, on attend le retour des infrastructures et des fonctionnaires, de l'électricité, et surtout, de la sécurité. À plus de mille kilomètres de la capitale, on se sent bien déconnecté des processus « Dialogue, Désarmement et Réconciliation » martelé par les fonctionnaires des Nations-Unies. Roquettes et engins explosifs continuent d'isoler les populations du nord, dans le plus grand silence. L'histoire le dit peu, mais la rébellion de 1990 avait réuni, au départ, les populations songhai et touarègues. La raison : le sentiment d'être laissées à l'abandon.

⁸ Le 18 février 2013, l'Union européenne a décidé de lancer la mission de formation militaire EUTM Mali pour un mandat de 15 mois. 23 États Membres de l'UE, dont la Belgique, y contribuent en personnel.